



TABLE DES PARTENAIRES
DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL
DE LANAUDIÈRE



Proposition d'un espace commun en développement social

Bilan des consultations et propositions

Assemblée générale extraordinaire

Le 31 mai 2017

Table des matières

LA PROPOSITION A L'ISSU DES CONSULTATIONS.....	1
MISSION	1
ROLES ET MANDATS	1
FONCTIONNEMENT	1
FINANCEMENT	1
LES CONSULTATIONS	2
RAPPEL DU CONTEXTE.....	2
ÉTAPES DE CONSULTATION.....	2
METHODOLOGIE DES CONSULTATIONS	2
LES ORGANISMES CONSULTES	3
NOYAU CENTRAL : PARTENAIRES REPRESENTES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION	3
ORGANISMES PERIPHERIQUES : ACTEURS QUI OEUVRENT EN DEVELOPPEMENT SOCIAL	3
AVERTISSEMENTS	4
LES PROPOSITIONS LORS DES CONSULTATIONS	5
MISSION	5
ROLES ET MANDATS	5
FONCTIONNEMENT	6
FINANCEMENT	7
ANNEXES	8
HISTORIQUE DE LA MOBILISATION DE LA TPDSL	9
DOCUMENTATION ET ACTIVITES REALISEES PAR LA TABLE DES PARTENAIRES ENTRE 2001 ET 2016.....	11
ROLES, MANDATS ET COMPOSITION DU GROUPE DES ORGANISATIONS SOCIOECONOMIQUES (G14)	12

La Proposition à l'issue des consultations

Mission

Mobiliser des acteurs du développement social autour d'une vision qui favorise l'amélioration de la qualité de vie et la participation citoyenne de la population lanauoise dans une perspective de développement durable.

Rôles et mandats

- Veiller et analyser les enjeux sociaux, les programmes et politiques pour en assurer le transfert¹ auprès des acteurs afin de susciter la réflexion et l'engagement dans la mise en place d'interventions solidaires, complémentaires et arrimées;
- Réunir des acteurs du développement social pour permettre l'échange, l'établissement de liens et une plus grande cohésion entre leurs actions;
- Promouvoir le développement social, les bons coups et les bonnes pratiques des acteurs du développement social auprès des décideurs nationaux, régionaux et locaux, ainsi qu'auprès des acteurs des autres dimensions du développement durable² afin qu'ils appuient et collaborent à nos interventions;
- Soutenir les actions portées par les acteurs régionaux et locaux par la production d'outils ou par la diffusion d'informations;
- Accompagner les comités locaux de développement social et les soutenir dans leurs pratiques de concertation.

Fonctionnement

- Les partenaires de la Table adhèrent à une charte de valeurs et de principes. Tous composent l'assemblée générale.
- Le conseil d'administration se compose d'au plus 13 personnes dont :
 - 6 proviennent du comité local de développement social de chaque territoire de MRC
 - 7 proviennent des secteurs tels que : Santé, Éducation, Emploi, Communautaire, Municipal, Économique, qui oeuvrent sur différents enjeux (logement, réussite éducative, participation citoyenne, sécurité alimentaire, santé, transport, vieillissement, etc.), et qui ont des compétences en administration de CA (gestion, communications, analyse, etc.);
- Trois rencontres par année, dont une assemblée générale, réunissent l'ensemble des partenaires pour informer, identifier les enjeux, fixer des objectifs, mettre en place des comités de travail (au besoin) et assurer le suivi des actions (au besoin).

Financement

Même s'il faut poursuivre le démarchage auprès des ministères afin d'avoir un financement de base provenant du national, on propose l'élaboration d'une entente sectorielle d'au moins 3 ans qui réunirait la Table des préfets, le CISSSLan, la FLAC et tout autre ministère intéressé.

¹ Nécessite un discours clair, vulgarisé et précis

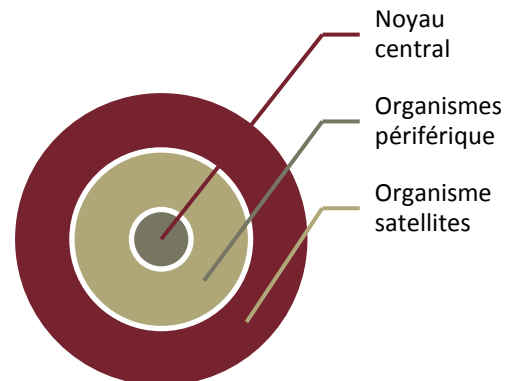
² Économique, culturel et environnemental

Les consultations

Rappel du contexte

Lors de son assemblée générale du 25 mai 2016, la Table des partenaires a réalisé un exercice de réflexion collective sur la pertinence de conserver un espace commun en développement social et sur l'identification de son rôle et les mandats souhaités. Les quelques 50 personnes présentes à la réflexion collective ont confirmé la pertinence de conserver un espace commun collectif.

A la suite de cette activité, les membres du conseil d'administration ont élaboré une proposition d'espace commun en développement social en se basant sur les éléments ressortis lors des ateliers du 25 mai 2016 et qu'ils ont présenté aux acteurs du développement social pour échanger sur cette proposition.



Étapes de consultation

Étape 1 : Le Noyau central, composé des membres du conseil d'administration et des comités locaux de développement social. Chaque administrateur a consulté les membres de l'organisation qu'il représente.

Étape 2 : Les organismes périphériques, composés des groupes communautaires régionaux, des tables de concertation régionale, des organismes régionaux, du milieu de la santé, de l'éducation, des sports et loisirs, de la philanthropie, du municipal, d'aide à l'emploi, ont fait l'objet de quatre rencontres.

Étape 3 : Les organismes satellites composés des groupes sociaux et des organisations dont les actions ne visent pas directement le développement social : milieux économique, culturel et environnemental, seront invités lors de la rencontre qui clôturera la démarche de consultation et qui réunira l'ensemble des acteurs.

Méthodologie des consultations

Un document présentant le contexte et la proposition du conseil d'administration était envoyé au préalable.

Lors des rencontres, une présentation PowerPoint était projetée et chaque partie de la proposition, mission, rôles et mandats, fonctionnement et financement, était discutée. Les participants pouvaient modifier les propositions ou proposer autre chose.

L'animation était réalisée par une employée de la Table et un administrateur.

Les principaux faits saillants présentés dans ce bilan sont les propositions qui sont revenues le plus souvent.

Pour chaque partie, nous avons ajouté un paragraphe intitulé « Autres éléments » qui sont des commentaires nommés par quelques personnes.

Les organismes consultés

Noyau central : partenaires représentés au conseil d'administration

- ✓ 69 représentants d'organismes dont : communautaires (40), d'organismes de développement (2), du milieu municipal (9), de la députation (4), des institutions (8), de citoyens (5) et de l'économique (1) :
 - CISSSLan : 3 cadres
 - Comité citoyens : 3
 - Comité concertation Les Moulins : le 16 mai 2017
 - Comité local de développement social de d'Autray : 6 organisations
 - Comité local de développement social de Joliette : 16 organisations
 - Comité local de développement social de Matawinie : 13 organisations
 - Comité Vision Montcalm : 8 organisations
 - Corporation de développement communautaire de L'Assomption : 20 organisations
 - Éducation Lanaudière : le 14 juin 2017

Organismes périphériques : acteurs qui oeuvrent en développement social

- ✓ 25 organismes régionaux :
 - ACEF Lanaudière
 - Action Logement Lanaudière
 - Centraide Lanaudière
 - Centre régional de formation Lanaudière (CRFL)
 - Comité régional pour la valorisation de l'Éducation (CREVALE)
 - Envolée 0-5
 - FADOQ-Lanaudière
 - Fondation communautaire de Lanaudière
 - Fondation du centre de santé et de services sociaux du sud de Lanaudière
 - Fondation pour la santé du Nord de Lanaudière
 - Fondation Richelieu
 - Groupe d'aménagement de logements populaires (GALOP)
 - L'Appui Lanaudière
 - La Clef-Perspectives nouvelles
 - Loisir et Sport Lanaudière
 - Plateau Lanaudois Intersectoriel (PLI)
 - Regroupement des organismes d'habitation communautaire de Lanaudière (ROHCL)
 - Regroupement des usagers du transport adapté de Lanaudière (RUTAL)
 - Services spécialisés de main-d'œuvre ESSOR II
 - Sœurs saints cœurs de Jésus et de Marie
 - Table de concertation des aînés et aînées de Lanaudière (TAL)
 - Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière (TCGFL)
 - Table régionale des organismes communautaires famille de Lanaudière (TROCFL)
 - Table régionale en économie sociale de Lanaudière (TRESL)
 - Table de l'Éducation (à venir)

Avertissements

- ✓ Lors de la consultation, nous n'avions pas prévu présenter un bilan des actions du passé. Comme plusieurs questions nous ont été posées sur ces sujets, nous avons distribué à partir de la 3e consultation, 3 documents d'une page que vous trouverez en annexes : Historique de la mobilisation de la Table, Réalisations de la Table et Rôle et mandats du Groupe des 15;
- ✓ Plusieurs groupes locaux ont avoué ne pas connaître suffisamment la Table des partenaires et sont surpris de voir toutes les actions réalisées par celle-ci;
- ✓ Certains groupes ont avoué ne pas avoir de sentiment d'appartenance à la Table parce qu'ils n'ont pas eu de projets communs;
- ✓ Plusieurs questions ont porté sur le G14. On sent que les groupes sont inquiets face à cette nouvelle mobilisation;
- ✓ La Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière (TROCL) n'a pas été consultée parce qu'elle s'est retirée de tous les lieux de concertation régionale;
- ✓ À quelques reprises, des individus, surtout du monde municipal, ont questionné les différences entre la TPDSL, la TROCL et la TRESL;
- ✓ Les participants disent avoir appris en échangeant avec les animateurs et en écoutant les réactions des autres participants qui sont plus près de la Table des partenaires;
- ✓ Considérant les ressources possibles pour maintenir cet espace en développement social, les participants sont conscients qu'il faut rester réaliste dans nos attentes.

Les propositions lors des consultations

Mission

- Animer une concertation régionale intersectorielle en développement social pour favoriser l'amélioration de la qualité de vie de la population lanauoise dans une perspective de développement durable.

Principaux faits saillants :

- ✓ On pourrait ajouter : favoriser la participation citoyenne et un développement durable soucieux de justice sociale;
- ✓ On devrait préciser ce qu'on entend par qualité de vie : (réduction des inégalités sociales ou action sur les déterminants de la santé);
- ✓ On pourrait donner plus de force au mot Animer par mobiliser, réunir;
- ✓ La Table doit être le porteur du développement social et être LE LIEU de rencontre de toutes les organisations en développement social;
- ✓ La notion d'intersectorialité est très importante;
- ✓ On propose d'inverser l'ordre du libellé.

Autres éléments :

- ✓ Certains ont identifié la TPDSL comme le pendant à Lanaudière économique;
- ✓ Il semble important que cette concertation intersectorielle soit animée de manière indépendante du Réseau public et que c'est une force qu'elle soit issue de la société civile;
- ✓ On craint que le Régional soit loin des préoccupations locales.

Rôles et mandats

- Veille, analyse et information sur des enjeux sociaux;
- Sensibilisation et promotion du développement social et ses bons coups;
- Soutien aux CLDS dans leurs pratiques de concertation et dans le développement de projets;
- Mobilisation de partenaires sur des enjeux et des projets;
- D'où...
- La cohésion entre les travaux des différents acteurs et secteurs à l'échelle locale et régionale.

Principaux faits saillants :

- ✓ Le rôle le plus souvent nommé est celui de courroie de transmission, faire circuler l'information du bas vers le haut et du haut vers le bas (local au national);
- ✓ Vient se coller à ce rôle, le rôle de réunir, favoriser des rencontres, l'établissement de liens entre les acteurs pour amener une vision plus intégrée du développement et réduire le travail en silo;
- ✓ Le rôle de veille (œil ouvert, grande oreille, chien de garde, veiller au grain) est très important sur les enjeux sociaux régionaux et locaux, les programmes, les politiques, etc.;

- ✓ L'analyse de l'information, vulgariser, transmettre à tous les acteurs, qu'ils soient au local ou au régional, afin d'amener la réflexion et discuter des meilleurs moyens d'intervenir solidairement, en complémentarité, en collaboration, en arrimage et non en silo;
- ✓ Rôle de représentation, de sensibilisation dans un objectif d'influence auprès des décideurs nationaux, régionaux et locaux afin qu'ils intègrent le développement social dans leurs objectifs de développement et qu'ils soutiennent le travail des acteurs sociaux;
- ✓ Promotion du développement social et de ses bons coups auprès des décideurs, des acteurs des autres dimensions du développement durable (G14) et de la population. Mettre en valeur les réalisations et les bonnes pratiques de ses partenaires, allumer la petite lumière qui donnera le goût de s'engager;
- ✓ Porteur de projets si une opportunité se présente mais c'est plutôt dans un mandat de mobilisation des acteurs, d'appui aux forces déjà en place.

Autres éléments :

- ✓ Éviter de porter des processus liés à l'octroi de subventions;
- ✓ Accompagner les comités locaux de développement social plutôt que soutenir;
- ✓ En plus de veiller sur ce qui se passe, il faut développer une vision de l'avenir, être proactif;
- ✓ Son principal rôle est d'être le ciment qui tient le tout ensemble;
- ✓ Consulter les partenaires pour établir les moyens d'action à la suite de la consultation.

Fonctionnement

- Des partenaires qui deviennent membres...
- Un CA de 13 à 20 personnes
- Assemblée générale annuelle
- Commission consultative permanente qui définit les priorités, les cibles d'action et les résultats à atteindre
- Rencontres de suivi

Principaux faits saillants :

- ✓ Partenaires ou membres : ce qui est important c'est un réel engagement des acteurs envers des principes, valeurs et mission qui apporte une légitimité et une crédibilité;
- ✓ Un CA composé d'au plus 13 personnes qui voit à la gestion administrative et représenter l'organisation (ça prend des gens convaincus et qui prennent des décisions);
- ✓ La présence des représentants locaux est incontournable;
- ✓ Les secteurs régionaux souvent nommés sont la Santé, l'Éducation, l'Emploi, le Communautaire, le Municipal, enfin une diversité d'acteurs qui oeuvrent sur des enjeux différents (logement, réussite éducative, participation citoyenne, sécurité alimentaire, santé, transport, vieillissement, etc.), qui proviennent de secteurs différents (communautaire, ministériel, économique, municipal) et qui ont des compétences en administration de CA (gestion, communications, analyse, etc.);
- ✓ Une commission consultative non permanente, qui contribue à élaborer une planification stratégique (identifier les enjeux), qui permet de créer des comités de travail réunissant des acteurs qui s'engagent à faire des actions;

- ✓ OU des rencontres biannuelles comme ça s'est fait jusqu'en 2011. Ces rencontres permettent de se tenir informés, de consulter, de se « grounder », et aussi de créer des comités de travail.

Autres éléments :

- ✓ Un Forum des partenaires semble plus convivial que Commission consultative;
- ✓ L'éducation populaire ou l'éducation citoyenne sont aussi importantes en développement social;
- ✓ Un poste coopté au CA selon les enjeux est une idée intéressante;
- ✓ Les comités de travail ne doivent pas nécessairement compter sur une animation de la part de la Table;
- ✓ Préoccupation sur la représentation du Communautaire.

Financement

- Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière
- Table des préfets
- Fondation Lucie et André Chagnon
- Ministère du travail et de la solidarité sociale (National)

Principaux faits saillants :

- ✓ Un financement de base par un ministère est nécessaire;
- ✓ Une entente sectorielle de 3 ans réunissant toutes ces instances est souhaitable;
- ✓ Vigilance par rapport à la FLAC (attendre les recommandations du comité d'arrimage pour la suite de la démarche d'arrimage);
- ✓ D'autres ministères pourraient être interpellés en utilisant l'argument que la politique de prévention en santé interpelle tous les ministères;
- ✓ Rester ouvert à des demandes de la part de la nouvelle gouvernance;
- ✓ La Table doit saisir les opportunités de financement tant que ça lui permette de réaliser sa mission.

Annexes

1. Historique de la mobilisation de la Table des partenaires de 1997 à 2016
2. Documentation et activités réalisées par la Table des partenaires de 2001 à 2016
3. Rôles, mandats et composition du Groupe des 15 adoptés le 13 janvier 2017

Historique de la mobilisation de la TPDSL

1997	Le Conseil régional de développement et la Régie régionale de santé et services sociaux mobilisent la région en vue du Forum national en développement social	Chaque MRC s'organise et tiennent un forum local et un régional = 1600 personnes y ont participé
1998	Tenue du Forum national	Une délégation de Lanaudière y participe
1999	Le milieu se mobilise pour créer la TPDSL	L'incorporation se fait en juillet 1999. Le CA est composé d'acteurs régionaux (ministères et tables de concertation) et de six représentants locaux
2000	Les comités locaux de développement social de Matawinie et de Montcalm se mobilisent sur la problématique du transport collectif	Une étude amène des changements dans les services de transport dans les MRC pour ensuite être repris par le Comité régional de transport de Lanaudière (CRTL)
2001	La TPDSL mobilise sur la problématique du décrochage scolaire	Après 3 ans d'animation de la concertation, la TPDSL incorpore le Comité régional pour la valorisation de l'éducation (CREVALE)
2002	La TPDSL sensibilise les acteurs du développement social à l'inclusion des personnes handicapées dans les actions en développement social	4 personnes « handicapées » auront été embauchées pour soutenir le fonctionnement des Comités locaux de développement social (CLDS)
2003	La TPDSL mobilise sur l'habitation	La réalisation d'un portrait entraîne la création du Comité stratégique en habitation et logement communautaire qui mènera à plusieurs actions : le projet Habitat-Santé, la création de Rénovation Solidaire Lanaudière et d'Action Logement Lanaudière, des démarches collectives pour l'amélioration des programmes de la SHQ, le Fonds d'habitation communautaire et les capsules vidéo sur le logement communautaire
2004	La TPDSL, en collaboration avec le Centre du Québec et la Mauricie, créent le Réseau québécois de développement social (RQDS)	16 régions deviennent membres
2005	La TPDSL mobilise sur la philanthropie	Une étude de faisabilité révèle que la région est prête à avoir sa fondation communautaire = en 2016, c'est plus de 5M qui sont placés à la Fondation communautaire de Lanaudière (FCL) accréditée par le programme Mécénat Placements Culture
2006	La TPDSL mobilise sur la problématique de la sécurité alimentaire	Un forum amène l'idée de créer le Comité régional en sécurité alimentaire qui mènera à la réalisation de plusieurs initiatives locales et Bonne Boîte Bonne Bouffe (BBBB)
2008	La TPDSL reçoit le mandat d'Engagement jeunesse et intègre dans ses chantiers l'insertion sociale et professionnelle	Diagnostics, comités de travail, outils (Maillon, colloque) amènent des changements dans la pratique des intervenants qui oeuvrent auprès des jeunes en difficulté. Un premier chantier en insertion sociale et professionnelle voit le jour dans la MRC de L'Assomption
2009	La TPDSL célèbre ses 10 ans et identifie les perspectives en développement social et mobilise ses partenaires locaux en vue du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (PAGSIS)	150 personnes participent au 10e, 21 prix de reconnaissance sont remis à des acteurs du développement social. Un mémoire est écrit et remis à madame Lise Thériault
2010	La TPDSL consulte sur la concertation et les arrimages	Une activité de réflexion en co-construction sera partagée avec les partenaires locaux et régionaux. Une présentation sera faite à la Table des préfets et au caucus des députés
2011 2012	La TPDSL consulte sur le Plan d'action régional pour la solidarité et l'inclusion sociale (PARSIS)	Les Comités locaux de développement social seront les lieux de consultation pour l'élaboration du PARSIS et de priorisation des projets de lutte contre la pauvreté. Plus de 40 projets auront été priorisés

Historique de la mobilisation de la TPDSL

2013	La TPDSL invite les régions du Québec, membres du Réseau québécois de développement social (RQDS) dans Lanaudière	Le 15 octobre : le RQDS rencontre Lanaudière sur le bilan 15 ans en DS, et les 13 et 14 mai 2014, les 16 régions membres tiendront l'activité printanière (séminaire) à St-Jean-de-Matha
2014	La TPDSL est mandatée par la conférence régionale des élus(es) Lanaudière (CRE) pour animer le mécanisme régional sur les arrimages dans le cadre de l'Alliance pour la Solidarité et l'inclusion sociale	Issue d'une réflexion pendant la coordination du PARSIS, le comité de pilotage adhère à l'idée d'assurer une meilleure cohésion entre les actions visant la lutte contre la pauvreté et le développement social. Plus de 18 organisations régionales ou supra-locales auront à identifier des mécanismes d'arrimage en lien avec le développement des territoires
2015	La TPDSL mobilise les organismes régionaux socioéconomiques lors de la fermeture des CRE	Le Groupe des 15, composé d'organismes oeuvrant dans les 4 dimensions du développement durable (social, économique, culturel et environnemental) se forme pour maintenir un palier régional et parler de concertation et de partenariat. 3 rencontres régionales et 2 forums régionaux auront lieu en 2016 et 2017
2016	La TPDSL invite le CREVALE, le Plateau lanaudois intersectoriel (PLI) sur les saines habitudes de vie, Envolée 0-5, Québec en forme et Avenir d'enfants à se joindre à un comité d'arrimage	Les 6 partenaires travaillent à développer une plus grande cohésion à l'échelle régionale et à co-construire avec les acteurs locaux une vision d'un développement social plus intégré qui visera à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté et permettre la réussite éducative.

Documentation et activités réalisées par la Table des partenaires entre 2001 et 2016

Portraits : Habitation, Sécurité alimentaire, Continuité des services aux jeunes, Transport et besoins des femmes et collaborations à d'autres portraits réalisés par d'autres instances : Besoins familles, Besoins des personnes handicapées en matière de logement, participation citoyenne

Études de faisabilité : Fonds d'habitation communautaire Lanaudière, Fondation communautaire de Lanaudière, Mentorat social, Entreprise adaptée avec la TRESL, Rénovation Lanaudière

Mémoire et avis : Politique en alimentation (2017), Politique gouvernementale en réussite éducative (2016), Nouvelle approche en habitation (2016), Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (PAGSIS 2001, 2019, 2015), Plan d'action gouvernemental sur la mobilité durable, Plan d'action gouvernemental en développement durable, Politique du l'Avenir de l'agriculture, Programmes de rénovation, Mise en place des RLSSS (2004), Mise en place de la CRE (2004)

Rencontres régionales ou formations : Décrochage scolaire, Immigration dans Lanaudière, Intégration au travail des personnes handicapées, Place des aînés dans Lanaudière, Gestion des matières résiduelles, Travaux des comités locaux, Philanthropie, Pratiques de concertation, Participation des élus au développement social, Éthique des organisations (Chaire éco-conseil de l'UQAC), Perspectives de la mobilisation locale après le PARSIS, Arrimages et développement des territoires, Place du développement social dans la nouvelle gouvernance locale, Développement intégré des communautés locales, L'ABC du municipal, Collaboration aux activités de formation du RADDL en lien avec le développement durable des communautés.

Conférences : Potentiel du développement des communautés, Leadership partagé, Études de cas de lutte contre la pauvreté, Politique de la ruralité et son impact sur le développement, Panel sur les enjeux sociaux, économiques et politiques de Lanaudière, Un saut dans le vide avec Pierre Côté, Panel sur l'emploi et la lutte à la pauvreté, Services de transport dans les MRC (CRT et RUTAL 2010), Lancement du livret sur la concertation d'Alain Coutu

Colloques ou forums : Bons coups et défis des CLDS (2005), 10^e anniversaire de la TPDSL (2009), « Sur la route du développement social » (RQDS 2013), Branchés sur les jeunes (2011), Sécurité alimentaire (2006 et 2015)

Consultations : Réflexion sur les pratiques de concertation (2012), Élaboration ententes spécifiques, Mémoires pour les PAGSIS (2009-2015), Rôles et mandats de la TPDSL (2009 et 2016)

Outils, services et projets : Guide de rénovation, Petit guide pour le développement de jardins collectif, Répertoire des ressources en habitation communautaire, Capsules-vidéos sur le logement communautaire, Fondation communautaire de Lanaudière (actif de 5M), Fonds d'habitation communautaire de Lanaudière (première subvention remise en 2015), Programme de Mentorat social, CREVALE, Bonne Boîte Bonne Bouffe

Accompagnement : Soutien à l'animation, la mobilisation et la réalisation d'outils de promotion et de plans d'action des instances de concertation locale qui assument le rôle de comités locaux de développement social.

Rôles, mandats et composition du Groupe des organisations socioéconomiques (G15)³

MISSION

Dans un contexte de développement durable et dans l'intérêt collectif, réunir les forces vives de la société civile régionale en vue de maximiser la solidarité dans une vision de cohésion et proposer les meilleures avenues de développement, de consolidation et de promotion du développement économique, culturel, social et environnemental, dans Lanaudière.

TERRITOIRE

Le territoire couvert par le G14 est celui de la région administrative de Lanaudière.

RÔLES

- Contribuer au maintien du palier régional «Lanaudière»
- Maintenir et développer la concertation, le développement, la consolidation et la promotion des secteurs : économique, social, culturel et environnement;
- Stimuler le développement et la consolidation des 4 secteurs d'activités représentés
- Favoriser le partenariat et la cohésion entre les différents secteurs
- Créer et développer le partenariat avec les instances politiques concernées
- Jouer un rôle d'interlocuteur auprès des élus et décideurs

MANDATS

- Maintenir des liens d'échange et de communication avec les acteurs et décideurs de la région;
- Maintenir la veille sur les enjeux économiques, culturels, sociaux et environnementaux de la région;
- Partager et diffuser les résultats de recherches, de compilation ou de définition d'enjeux pour soutenir l'intérêt collectif entre les 4 secteurs;
- Recevoir et soutenir des avis sectoriels et/ou multisectoriels.

COMPOSITION

- Peuvent participer au G14 uniquement les représentants des organismes régionaux, soit ceux qui couvrent la totalité du territoire de Lanaudière.
- 12 personnes formeraient le G14 :
- 1 représentant environnement
- 1 représentant culture
- 4 représentants économie
- 5 représentants sociaux
- 1 représentant autochtone
- Auxquels s'ajoutent les 2 animateurs-citoyens
- Pour l'environnement et la culture, il n'y a qu'un seul organisme régional dans leur secteur respectif.
- Pour les postes économie, social et autochtone, il devrait y avoir tenue d'un collège électoral.

Membres élus le 13 janvier 2017

- Animateurs-citoyens, Armand Lajeunesse et Alain Coutu
- Association forestière Lanaudière (AFL), Benoît Michaud
- Conseil de développement bio alimentaire (CDBL), Annette Coutu
- Conseil régional en environnement (CREL), Vicky Violette
- Culture Lanaudière, Andrée Saint-Georges
- FADOQ Lanaudière, Danielle Perreault
- Lanaudière Économique, Olivier Goyet

³ Ces rôles et mandats ont été adoptés le 13 janvier 2017 lors d'une rencontre des groupes socioéconomiques. De plus, à la rencontre du 24 avril 2017, les groupes présents ont convenu que le G15 s'appellerait dorénavant le G14 pour faire référence à la région administrative (no 14).

- Loisir et Sport Lanaudière, Lynda Fleury
- Manawan, Daniel Niquay
- Regroupement des Centres d'action bénévole, Robert Beauparlant
- Regroupement des Carrefours Jeunesse emploi, Bruno Ayotte
- Table des partenaires du développement social (TPDSL), Chantal Lalonde
- Table régionale en économie sociale (TRESL), Darllie Pierre-Louis

